



**Commission préparatoire
de la Cour pénale internationale**

Distr. limitée
11 juillet 2002
Français
Original: anglais

New York
8-19 avril 2002
1er-12 juillet 2002

**Projet de rapport de la Commission préparatoire
de la Cour pénale internationale**

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	2
Annexes	

Introduction

1. La Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, créée en application de la résolution F adoptée par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour pénale internationale le 17 juillet 1998, a continué de s'acquitter de son mandat, conformément à la résolution F de la Conférence et à la résolution 56/85 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 2001, et a, dans cette perspective, étudié les moyens de rendre la Cour plus efficace et de la faire plus largement accepter.
2. Conformément à la résolution 56/85 de l'Assemblée générale, la Commission préparatoire s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour sa dixième session du 1er au 12 juillet 2002.
3. Le Bureau, élu par la Commission préparatoire à ses 1re et 2e séances, les 16 et 22 février 1999, et à ses 34e et 37e séances, les 8 et 19 avril 2002, a continué de faire fonction de Bureau de la Commission à sa dixième session.
4. À sa cinquième session, du 12 au 30 juin 2000, la Commission préparatoire a adopté un rapport sur les travaux de ses première à cinquième sessions¹; auquel étaient annexés, dans leur forme définitive, le projet de règlement de procédure et de preuve (PCNICC/2000/1/Add.1) et le projet d'éléments des crimes (PCNICC/2000/1/Add.2).
5. À la 33e séance de sa huitième session, le 5 octobre 2001, la Commission préparatoire a adopté un rapport sur les travaux de ses sixième, septième et huitième sessions qui contenait, conformément au paragraphe 5 de la résolution F de la Conférence, le texte du projet d'accord sur les relations entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies, du projet de règlement financier, du projet d'accord sur les privilèges et immunités de la Cour et du projet de règlement intérieur de l'Assemblée des États parties². Ce rapport contenait également, en annexe, deux projets de résolution de l'Assemblée des États parties, l'un sur la création du Comité du budget et des finances, l'autre sur les critères applicables aux contributions volontaires apportées à la Cour pénale internationale.
6. À la 37e séance de sa neuvième session, le 19 avril 2002, la Commission préparatoire a adopté un nouveau rapport sur les travaux à sa neuvième session, qui contenait, également conformément au paragraphe 5 de la résolution F de la Conférence, le projet de principes de base devant régir l'accord de siège et le projet de règles de gestion financière³. Ce rapport contenait aussi deux projets de résolution de l'Assemblée des États parties, l'un sur le Secrétariat de l'Assemblée des États parties, l'autre sur l'inscription au crédit des États qui les ont versées des contributions au Fonds d'affectation spéciale de soutien à la mise en place de la Cour pénale internationale.
7. À la 42e séance de sa dixième session, le 12 juillet 2002, la Commission préparatoire a rappelé qu'à sa 36e séance, le 15 avril 2002, elle avait pris note des travaux d'une réunion d'experts intersessions tenue à La Haye en 2002 et qu'elle avait recommandé que le rapport⁴ de cette réunion soit communiqué à l'Assemblée des États parties pour transmission ultérieure à la Cour pénale internationale⁵, et elle a décidé d'en publier le texte en annexe du présent rapport (voir annexe).
8. À la même séance, la Commission préparatoire a adopté le rapport sur les travaux de sa dixième session (PCNICC/2002/...), qui contient :

- Le budget pour le premier exercice financier de la Cour;
 - Les textes a) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif au barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale; b) de la résolution de l'Assemblée des États parties relatif au fonds de roulement pour le premier exercice financier; c) le projet de décision de l'Assemblée des États parties relatif à la constitution des fonds de la Cour; d) le projet de décision de l'Assemblée des États parties relative à l'affiliation de la Cour pénale internationale à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; e) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif aux crédits budgétaires pour le premier exercice financier et leur financement; f) du projet de décision de l'Assemblée des États parties relatif aux dispositions transitoires pour l'exercice de l'autorité en attendant l'entrée en fonctions du Greffier; g) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif au choix du personnel de la Cour pénale internationale. Ces documents ont été adoptés par le Groupe de travail du projet de budget pour le premier exercice financier de la Cour;
 - Les textes a) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif à la procédure de nomination et d'élection des juges, du procureur et des procureurs adjoints de la Cour pénale internationale; b) le projet de résolution relatif au secrétariat permanent de l'Assemblée des États parties; c) le projet de recommandation de l'Assemblée des États parties concernant la disposition des places à l'Assemblée des États parties; d) le projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif à la procédure de nomination et d'élection des membres du Comité du budget et des finances; e) l'ordre du jour provisoire de la première session de l'Assemblée des États parties qui aura lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 3 au 10 septembre 2002. Ces documents ont été adoptés par le Groupe de travail de l'Assemblée des États parties;
 - Les textes a) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif à la création d'un fonds au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leur famille; b) du projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif à la procédure de nomination et d'élection des membres du Conseil de direction du fonds au profit des victimes. Ces documents ont été adoptés par le Groupe de travail des questions financières – fonds au profit des victimes;
 - Les conditions d'emploi des juges non membres à plein temps de la Cour pénale internationale (annexées au projet de budget) adoptées par le Groupe de travail des questions financières – rémunération des juges, du Procureur et du Greffier;
 - Le texte d'un projet de résolution de l'Assemblée des États parties relatif à la poursuite des travaux concernant le crime d'agression. Ce document a été adopté par le Groupe de travail sur le crime d'agression.
9. La Commission a également décidé d'inclure dans le présent rapport un document de travail sur la définition et les éléments du crime d'agression (PCNICC/2002/WGCA/RT.1/Rev.2) établi par le coordonnateur du Groupe de travail sur le crime de l'agression, ainsi que la liste de toutes les propositions et documents connexes publiés par la Commission préparatoire ainsi qu'un aperçu

historique de l'évolution de la question de l'agression, établi par le Secrétariat (PCNICC/2002/WGCA/L.1).

10. La Commission préparatoire a décidé de procéder à une révision technique du paragraphe 1 de l'article 33 et des paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 35 du projet d'accord sur les privilèges et immunités de la Cour (PCNICC/2001/L.1/Rev.1/Add.3) comme suit :

[à insérer]

11. En ce qui concerne la composition du Bureau à la première réunion de l'Assemblée des États parties, la Commission préparatoire a pris note de l'accord suivant :

[à insérer]

12. Concernant un barreau pénal international, la Commission préparatoire ...

13. Pour faciliter les tâches de la Commission préparatoire, le Président, en consultation avec le Bureau, avait désigné les coordonnateurs des groupes de travail dont les noms suivent :

a) Saeid Mirzaee-Yengegejeh (République islamique d'Iran), coordonnateur du Groupe de travail chargé des documents préparatoires de l'Assemblée des États parties;

b) Valentin Zellweger (Suisse), coordonnateur du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de budget pour le premier exercice de la Cour;

c) Gaile Ramoutar (Trinité-et-Tobago), coordonnatrice du Groupe de travail sur le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes;

d) John Holmes (Canada), coordonnateur du Groupe de travail sur la rémunération des juges, du Procureur et du Greffier;

e) Silvia Fernández de Gurmendi (Argentine), coordonnatrice du Groupe de travail sur le crime d'agression.

14. En outre, le Président a nommé Irene Gartner (Autriche) comme chargée de la consultation concernant les questions techniques en suspens relatives au projet d'accord sur les privilèges et immunités de la Cour; Patricio Ruedas (Espagne) comme chargé de la création d'un poste de directeur des services communs qui sera désigné par l'Assemblée des États parties; Hans Bevers (Pays-Bas) comme chargé des questions relatives au barreau pénal international.

15. À la 41^e séance de sa dixième session, le 8 juillet 2002, la Commission préparatoire a par ailleurs décidé que la première réunion de l'Assemblée des États parties se tiendrait du 3 au 10 septembre 2002.

16. La Commission préparatoire a noté avec satisfaction que, durant sa dixième session, un total de 24 représentants avaient eu recours au fonds d'affectation spéciale qui a été créé, en application du paragraphe 8 de la résolution 53/105 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1998, pour faciliter la participation des pays les moins avancés aux travaux de la Commission. Ces représentants avaient reçu des billets d'avion et une indemnité journalière de subsistance.

17. La liste des documents relatifs aux textes visés au paragraphe 8 figure à l'annexe du présent rapport.

Notes

¹ PCNICC/2000/1 et Add.1 et 2. Les première à cinquième sessions de la Commission préparatoire se sont tenues du 16 au 26 février, du 26 juillet au 13 août et du 29 novembre au 17 décembre 1999 et du 13 au 31 mars et du 12 au 30 juin 2000.

² PCNICC/2001/1 et Add.1 à 4. Les sixième à huitième sessions de la Commission préparatoire se sont tenues du 27 novembre au 8 décembre 2000, du 26 février au 9 mars 2001 et du 24 septembre au 5 octobre 2001.

³ PCNICC/2002/1 et Add. 1 et 2. La neuvième session de la Commission préparatoire s'est tenue du 8 au 19 avril 2002.

⁴ PCNICC/2002/INF/2.

⁵ PCNICC/2002/1, par. 10.
